



CTL du 10 mars 2015

Déclaration Liminaire

Monsieur le Président,

La politique du gouvernement trouve son incarnation dans le « pacte de responsabilité », la rigueur budgétaire, la réforme territoriale, nombre de dispositions du projet de loi libérale « Macron » ainsi que dans plusieurs décisions des pouvoirs publics et du patronat, autant de mesures qui aggravent la situation des salariés, y compris dans la fonction publique.

La DGFIP est bien victime de cette politique : 30.000 emplois détruits, actuellement plus de 3.000 vacances d'emplois... et pour faire face, un plan de restructuration à venir qui mettra à mal le réseau, les implantations, les missions de notre administration.... ce qui conduira à une dégradation du service public pour l'ensemble des citoyens.

Et que dire de la situation des agents !

Comme la CGT le dénonce régulièrement, l'immense majorité des services n'a plus les moyens humains d'assurer correctement ses missions.

L'administration profite d'une situation toujours plus tendue pour essayer de faire valider par les agents une réforme régressive concernant les heures d'ouverture.

Même si de nombreux collègues (lorsqu'on a voulu leur laisser ce choix !) ont refusé le changement, d'autres noyés dans l'exercice de leurs missions se sont résignés à accepter une réduction des horaires d'accueil.

Si la CGT comprend ces réactions, elle ne peut toutefois pas valider le projet d'ensemble proposé par l'administration sur les fermetures. Il contribuera à fragiliser la branche sur laquelle nous sommes assis !

Pour l'administration, le but n'est certainement pas que nous puissions souffler un peu mais bien de pouvoir continuer à supprimer des emplois. Elle ne savait plus comment faire tant les effectifs étaient d'ores et déjà insuffisants ! Quel cynisme !

Cette politique de réduction d'horaires d'ouverture, qui impacte principalement les usagers les plus en difficulté, est lancée alors que l'accueil n'a jamais été aussi important (demande de renseignements en raison de la complexification de la fiscalité, de délais de paiement, de gracieux, conséquences de la dématérialisation...).

L'accueil du public qui se voulait l'emblème de la nouvelle direction fusionnée aurait donc aujourd'hui vocation à disparaître sous l'effet de la démarche stratégique.

Présentées comme une respiration pour les collègues, les réductions d'horaires auront inévitablement des effets néfastes à moyen terme sur les emplois, les missions et les implantations.

Ne sachant remédier aux problèmes de l'accueil et du retard occasionné sur les missions, on voudrait faire croire que la fermeture au public est la solution, tout en préparant la prochaine vague de suppressions d'emplois.

LA VRAI QUESTION A POSER EST BIEN CELLE DE L'EMPLOI !

Les conditions de travail se dégrade dans tous les services, et ce n'est la faute ni des agents, ni des usagers.

La DGFIP est responsable de la détérioration de notre quotidien et elle demande une validation par les agents de ces orientations.

En définitive personne n'est dupe du stratagème.

Pour avoir un service public de qualité, il faut des moyens et des emplois.

Pour la CGT Finances publiques 64

Anne SEGUIER – Christian MANCHO – Robert GOUSTANS – Alain PERRET – Joanes LACO